

Convention collective
IDCC : 8741. – SCIERIES AGRICOLES
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Limousin)
(1^{er} septembre 1998)
 (Étendue par arrêté du 2 juillet 1999,
Journal officiel du 17 juillet 1999)

AVENANT N° 42 DU 1^{ER} FÉVRIER 2018
 RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2018
 POUR LES SALARIÉS RÉMUNÉRÉS AU TEMPS

NOR : AGRS1897148M
 IDCC : 8741

Entre :

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs industriel du Limousin SEFSIL ;
 Syndicat des entrepreneurs des territoires EDT,

D'une part, et

Fédération CFTC-Agri ;
 Union régionale des syndicats FO du Limousin ;
 Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin ;
 Union régionale des syndicats SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I « Salariés rémunérés au temps » de la convention collective régionale du 1^{er} septembre 1998 est modifiée comme suit :

« ANNEXE I

Salariés rémunérés au temps (art. 14.2 de la convention collective)

Salaire horaire au 1^{er} février 2015

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} février 2018
Personnel ouvrier		
Niveau 1	AB 100	9,91

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} février 2018
Niveau 2	C 105	10,11
	D 110	10,17
Niveau 3	E 115	10,24
	F 125	10,31
	G 135	10,39
Niveau 4	H 150	10,67
	I 170	11,48
	J 200	12,61
Personnel administratif, commercial et technique		
ACT1	100	9,91
ACT2. – 1 ^{er} échelon	110	10,17
ACT2. – 2 ^e échelon	120	10,27
ACT3. – 1 ^{er} échelon	135	10,39
ACT3. – 2 ^e échelon	150	10,67
ACT4	170	11,48
ACT5. – 1 ^{er} échelon	190	12,23
ACT5. – 2 ^e échelon	210	13,04
ACT6. – 1 ^{er} échelon	240	14,15
ACT6. – 2 ^e échelon	270	15,31
Agent de maîtrise		
AM1	190	12,23
AM2. – 1 ^{er} échelon	230	13,77
AM2. – 2 ^e échelon	270	15,31
AM3. – 1 ^{er} échelon	320	17,29
AM3. – 2 ^e échelon	370	19,25
Cadres		
C1	280	15,71
C3	360	18,85
	420	21,21
C4	460	22,78
C5	480	23,56
C6	510	24,76
C7	550	26,34
C8	600	28,27

Point d'ancienneté : 6,13. »

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 1^{er} février 2018.

Il vaut pour toutes les entreprises, y compris les petites qui n'appellent pas de clause particulière.

Article 3

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant dont deux exemplaires seront déposés à la madame la directrice régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine, unité départementale de la Haute-Vienne, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 1^{er} février 2018.

(Suivent les signatures.)